



Communiqué de presse

L'initiative sur l'élevage intensif est inutile et nuisible !

L'initiative populaire « Non à l'élevage intensif en Suisse » sera soumise au peuple le 25 septembre. Le Conseil fédéral, le Parlement et le secteur agricole la considèrent comme inutile, car le niveau de bien-être des animaux en Suisse est inégalé et que l'offre exigée par l'initiative est déjà plus que suffisante. Lors de sa conférence de presse, une large alliance d'acteurs issus de l'économie, de l'industrie et de la politique a expliqué ses arguments contre l'initiative et a donné en même temps le coup d'envoi de la campagne de votation.

Le Conseiller aux États PLR Philippe Bauer rappelle que l'élevage intensif donnera une fois de plus l'occasion au peuple de se prononcer sur un projet extrême, inefficace et même inutile au vu du bien-être dont jouissent déjà les animaux de rente en Suisse. La Suisse se distingue déjà par une loi sur la protection des animaux d'une sévérité unique au monde a expliqué Philippe Bauer. Il argumente aussi que des milliers d'emplois sont en jeu. La production indigène diminuerait d'environ 50 % pour ce qui est des porcs, et même jusqu'à 80 % pour ce qui est des volailles. Des milliers d'emplois sur les 300 000 que compte le secteur agricole et alimentaire seraient alors mis en péril.

Le consommateur a déjà le choix aujourd'hui – et on le lui enlève

L'initiative imposerait à l'élevage de se conformer aux directives bio, privant ainsi la population de sa liberté de choix et donnant lieu à une hausse massive des prix des produits d'origine animale en Suisse. De plus, elle prive l'agriculture de la possibilité de se différencier par ses produits. Pour Eddy Jeanneret, député du Centre et agriculteur bio, le consommateur a déjà un choix entre les différents labels et types de productions (PER, IP-Suisse, Bio-Suisse, etc.).

Des produits d'origine animale chers ne sont pas à la portée de tous

Les aliments d'origine animale renchériraient de 20 à 40 %, soit une charge supplémentaire par an pour le portemonnaie des consommateurs argumente Natacha Stauffer, présidente des paysannes neuchâteloises. Tout le monde ne peut et ne veut pas acheter exclusivement des produits conformes aux normes bio. Dans l'urgence, encore plus de personnes se rendraient dans les pays voisins pour s'approvisionner. Ce tourisme d'achat affaiblit davantage notre système économique et ne sert ni l'écologie ni le bien-être animal.

Renforcer la production indigène et donc l'approvisionnement

L'initiative affaiblit la production indigène et, par conséquent, l'approvisionnement insiste Niels Rosselet-Christ président du groupe UDC au Grand Conseil neuchâtelois. En effet, en cas d'acceptation de l'initiative, les habitudes du consommateur ne changeront pas automatiquement. Pour répondre à la demande, la part des aliments importés augmentera donc. Une telle hausse des importations est en totale contradiction avec l'article constitutionnel sur la sécurité alimentaire adopté par le peuple en 2017. En outre, les crises mondiales comme la pandémie de coronavirus et la guerre en Ukraine montrent que chaque pays subvient d'abord à ses propres besoins en situation exceptionnelle.

L'initiative ne tient pas compte du marché

Tout secteur économique a intérêt à axer son activité sur les besoins du marché rappelle le directeur de la CNAV. L'initiative sur l'élevage intensif va à l'encontre de ce principe, car elle conduit à une réglementation de l'offre par l'État. En matière d'importations, une telle réglementation constituerait en outre une violation de nos engagements envers l'OMC. Les consommateurs qui souhaitent promouvoir des formes d'élevage particulièrement respectueuses des animaux peuvent déjà le faire en achetant des denrées alimentaires produites en conséquence.

Pour montrer à la population l'inutilité et les effets négatifs de cette initiative, l'engagement de tout le secteur agricole et alimentaire, des secteurs qui lui sont proches et de toutes les exploitations est nécessaire rappellent Anouk et Claude-Eric Robert. De fait, que ce soit de manière directe ou indirecte, ou encore par ricochet, l'ensemble de la production indigène risque d'être affaiblie, la liberté de choix des consommateurs menacée et les importations encouragées. La diversification de nos activités et le maintien d'emplois dans les régions de montagne dans un cadre familial sont pour nous une réponse à la demande du consommateur suisse. Il serait dommageable de perdre cela dans nos régions pour des produits sans origine conclut encore la famille Robert.

L'ensemble des acteurs réunis aujourd'hui se mobilisent donc pour faire campagne pour voter et faire voter le non.

Contact

Yann Huguelit, directeur CNAV et président de la campagne neuchâteloise pour le NON
078.770.89.15